

# 11 Les femmes et l'ODD 12 - Consommation et production responsables : établir des modes de consommation et de production durables

---

Il est indispensable de tendre vers l'instauration de modes de consommation et de production plus durables afin de freiner la dégradation de l'environnement, de protéger les écosystèmes et la biodiversité ainsi que de lutter contre le changement climatique. En raison de leur condition sociale et économique dans les sociétés, les femmes sont particulièrement touchées par ces modes de consommation et de production. Dans le même temps, elles peuvent être le moteur du changement, en tant que consommatrices et actrices dans la prise de décision, à la fois dans le secteur public et privé. La prise en compte de la problématique de l'égalité femmes-hommes est essentielle pour réussir à mettre en œuvre une stratégie en faveur de l'économie circulaire. Avec des mesures d'information, d'autonomisation et d'incitation appropriées, les femmes peuvent devenir des acteurs clés du changement et aider à découpler croissance économique et dégradation de l'environnement, en améliorant l'efficacité d'utilisation des ressources et en encourageant des modes de vie durables.

---

## 11.1. Éléments à retenir

Ce chapitre s'intéresse à l'interaction qui existe entre la question de l'égalité entre les sexes (ODD 5) et les modes de consommation et de production durables. Les principaux constats sont les suivants :

- Au niveau mondial, rien ne permet de dissocier l'utilisation des ressources de la croissance économique tandis que les effets négatifs des dégradations environnementales, de la production de déchets et du changement climatique s'accumulent rapidement.
- Les femmes, surreprésentées au sein des populations vulnérables, pâtissent donc souvent fortement des modes de production non durables par différents biais. Pour leur subsistance, les femmes dépendent de ressources naturelles limitées; elles font face à des conditions de travail difficile dans des secteurs « féminisés » ; elles réalisent la majorité des tâches informelles et parfois non rémunérées, dans le domaine de la gestion des déchets ; et les femmes sont involontairement exposées à des produits et des substances chimiques dangereux, sans en être informées.
- Dans les pays en développement, les femmes sont surreprésentées dans les emplois sur les chaînes d'assemblage, qui ont tendance à être faiblement rémunérés, caractérisés par des conditions de travail difficiles (des horaires longs et irréguliers et une exposition à des produits dangereux) et assortis d'une faible protection sociale. La plupart de ces emplois sont localisés dans des zones franches industrielles d'exportation dans lesquelles 70 à 90 % des travailleurs - près de 50 millions - sont des femmes.
- Les études du monde entier montrent que les femmes ont tendance à consommer de façon plus durable et à se soucier davantage des questions écologiques, environnementales et sanitaires. Les femmes sont plus susceptibles de recycler, de limiter leurs déchets, d'acheter de la nourriture biologique et des produits porteurs d'un label écologique et de s'impliquer dans des actions pour économiser l'eau et l'énergie à l'échelle du foyer. Elles accordent également une plus grande valeur aux transports économes en énergie et, de manière générale, privilégient davantage les transports en commun que les hommes.
- Impliquer les femmes dans l'économie circulaire - les sensibiliser aux modes de consommation durables et les encourager à jouer un rôle moteur et de gestionnaire - est indispensable pour créer des systèmes efficaces fondés sur cette économie.
- Il est nécessaire de recueillir de façon systématique des données ventilées par sexe sur les dégradations environnementales causées par les modes de production et de consommation non durables et sur le rôle des femmes en tant que moteur du changement en faveur de modes de production et de consommation plus durables. L'accent mis sur les groupes vulnérables et les questions d'intersectionnalité devrait être un aspect essentiel de l'analyse fondée sur des données probantes et de l'action publique.
- Repenser les subventions aux combustibles fossiles, inefficaces et qui favorisent de surcroît une consommation excessive, est une condition de départ pour des modes de consommation et de production durables. Des efforts restent à faire pour mieux comprendre, prendre en compte et mieux répondre aux effets redistributifs selon le sexe d'une telle réforme.

## 11.2. Principaux liens entre l'égalité des sexes et la consommation et la production durables

L'utilisation croissante des matières premières ainsi que les répercussions environnementales de leur extraction, de leur traitement et de leur élimination ont mis à très rude épreuve nos ressources naturelles limitées et endommagé les écosystèmes de la planète. D'après l'OCDE, l'utilisation des ressources matérielles est passée de 27 milliards de tonnes en 1970 à 90 milliards de tonnes en 2017, ce qui équivaut

presque à la croissance du PIB sur la même période (respectivement 2.6 % et 2.7 % de croissance annuelle) (OECD, 2019<sup>[1]</sup>). Si l'utilisation des matières premières continue de croître au même rythme que la croissance économique, la consommation de matériaux aura doublé en 2060, continuant d'aggraver la situation environnementale (OECD, 2019<sup>[1]</sup>). D'après les projections, la demande mondiale en énergie aura augmenté de 80 % d'ici 2050 - 85 % de l'énergie étant constituée de combustibles fossiles - tandis que la demande mondiale en eau devrait augmenter de 55 % (OECD, 2012<sup>[2]</sup>).

En 2015, la consommation annuelle de matière par personne dans les pays de l'OCDE dépassait de 60 % la moyenne mondiale (OECD, 2015<sup>[3]</sup>). Un individu consommait en moyenne 46 kg de matières - principalement des matériaux de construction et industriels, des combustibles fossiles et de la biomasse - et produisait 1.45 kg de déchet par jour en 2011 (OECD, 2015<sup>[3]</sup>) (OECD, n.d.<sup>[4]</sup>). La montée en flèche de la population et de l'industrialisation des pays en développement devrait accroître les difficultés environnementales et sociales dans ces pays où les ressources naturelles sont davantage mises sous pression.

Les modes de production et de consommation non durables sont indéniablement derrière le facteur humain responsable de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement des ressources naturelles puisque ces phénomènes sont liés à la surconsommation des ressources naturelles comme l'eau, le sol, la forêt, l'énergie et les minerais, et à une augmentation de la pollution et du développement industriel. Ainsi, les niveaux de production et de consommation et la manière dont les individus produisent et consomment déterminent tous les autres ODD en lien avec l'environnement. Une production et une consommation durables pourraient favoriser la transition vers des systèmes d'agriculture et d'alimentation durables (ODD 2) et des pratiques de pêche durables (ODD 14), promouvoir une utilisation plus rationnelle de l'eau (ODD 6) et des ressources énergétiques (ODD 7) dans le cycle de production, et ouvrir la voie à la transition vers une industrialisation inclusive et durable et des infrastructures plus résilientes (ODD 9). Elles pourraient aussi favoriser une urbanisation plus durable, l'amélioration de la qualité de l'air et la gestion des déchets au niveau municipal (ODD 11). Elles pourraient améliorer la capacité des communautés rurales à trouver des moyens de subsistance durables, tout en inversant la dégradation des terres et en mettant fin à l'érosion de la biodiversité (ODD 15), et renforcer la capacité de résilience face aux risques liés au climat grâce à une utilisation efficiente des ressources naturelles (ODD 13). Au-delà des ODD liés à l'environnement, une production et une consommation respectueuses de l'environnement pourraient avoir des répercussions positives sur la santé (ODD 3) et entraîner une baisse des niveaux de pauvreté (ODD 1), mais aussi contribuer à la création d'emplois décents et promouvoir le développement économique grâce à la diversification, la modernisation technologique et l'innovation (ODD 8).

Alors que l'ODD 12 ne comporte pas de cibles ou d'indicateurs explicitement liés à la question de l'égalité femmes-hommes ou ventilés par sexe, intégrer cette question dans l'ODD 12 permettrait d'atteindre les cibles qui le sous-tendent. L'ODD 12 est fortement lié à la question de l'égalité femmes-hommes et à celle de l'autonomisation des femmes, comme l'accès des femmes à l'enseignement (ODD 4), à la terre et à d'autres biens (ODD 2, ODD 15 et ODD 5), constitue une condition indispensable à une meilleure prise en compte de la population féminine dans la production et la consommation mondiale et locale. Le rôle des femmes dans la gestion durable des ressources naturelles (voir chapitre 6 et chapitre 14), la diminution de la production des déchets, la transition vers des modes de production et de consommation durables au niveau national, local et des ménages, n'est pas suffisamment reconnu. Il en va de même des conséquences des pratiques commerciales non durables ou des subventions aux combustibles fossiles sur la situation économique, sanitaire et sociale des femmes et des hommes. Les recherches doivent notamment être poursuivies sur les effets de la réforme sur les subventions accordées aux énergies fossiles, à travers le prisme des disparités femmes-hommes. Alors qu'un volume important de recherches a été mené sur la différence de consommation des combustibles fossiles selon le sexe, celles portant sur l'impact de la réforme des politiques énergétiques sur l'égalité femmes-hommes restent limitées. Comme pour les autres ODD, il manque un recueil systématique de données concernant le principal pilier que constitue l'articulation entre la problématique femmes-hommes et l'environnement.

### 11.3. Les femmes sont plus durement touchées par les modes de production non durables

La production non durable, la génération de déchets et de pollution ont des effets néfastes différents pour les femmes, en particulier pour celles issues des couches économiques et sociales défavorisées. Les femmes souffrent de la raréfaction des ressources naturelles dont elles dépendent pour vivre. En outre, les femmes connaissent souvent de mauvaises conditions de travail dans certains secteurs de la main-d'œuvre qui deviennent de plus en plus « féminisées ». Les femmes des pays en développement assurent un volume croissant de travail non rémunéré et dans le secteur informel en lien avec des activités économiques comme l'industrie du textile et la gestion des déchets, ce qui les conduit à une plus grande exposition involontaire à des produits et substances chimiques dangereux, sans information préalable.

Les femmes sont plus susceptibles d'être touchées par les effets secondaires négatifs de la production non durable, comme la pollution, les déchets dangereux et la destruction des espaces publics, comme les forêts (plus d'informations sur les femmes et les forêts dans le chapitre 14).

Les coûts engendrés par l'économie linéaire qui a conduit à la dégradation de l'environnement sont particulièrement élevés pour les groupes de population défavorisés. Les populations pauvres sont plus susceptibles de vivre près des eaux polluées, des usines et des pôles de transport, et subissent plus directement les effets négatifs de la pollution et du changement climatique. Ce constat existe aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement et il est d'autant plus évident au niveau local et municipal (Finkelstein et al., 2003<sup>[5]</sup>) (Hajat, Hsia and O'Neill, 2015<sup>[6]</sup>) (Kioumourtzoglou et al., 2015<sup>[7]</sup>) (Li, Konisky and Ziogiannis, 2019<sup>[8]</sup>) (Jiang, Kim and Woo, 2020<sup>[9]</sup>). Dans de nombreux pays, les femmes risquent plus que les hommes de se trouver en situation de pauvreté, ce qui explique que ce sont plus généralement les femmes qui souffrent de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en particulier dans les foyers monoparentaux avec enfant (Millar, 2003<sup>[10]</sup>) (World Bank, 2011<sup>[11]</sup>).

#### 11.3.1. Les risques liés à la gestion des déchets

Compte tenu des normes sociales dans de nombreuses cultures, les femmes sont plus souvent responsables de la gestion des déchets. Plus de déchets signifie plus de travail pour elles. Dans les pays en développement, le secteur de la gestion des déchets enregistre un taux de participation élevé des femmes, dépassant dans certaines villes celui des hommes, même si cela se limite souvent au travail informel et à l'emploi non réglementé (Dias and Fernandez, 2013<sup>[12]</sup>) (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>). Les femmes impliquées dans ces activités appartiennent généralement aux groupes de population les plus pauvres (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>), et le ramassage des déchets ne leur permet pas toujours de générer un revenu suffisant pour elles-mêmes et les personnes dont elles ont la charge (Marello and Helwege, 2018<sup>[14]</sup>).

Les risques pour la santé dans le secteur des déchets sont largement reconnus, et l'on s'intéresse de plus en plus aux conséquences de l'exposition aux métaux lourds des déchets électroniques sur la santé des femmes et des mères (Heacock et al., 2016<sup>[15]</sup>) (Kim et al., 2020<sup>[16]</sup>). Ces inégalités sont souvent exacerbées par les inégalités entre hommes et femmes, car les équipements utilisés pour collecter ou transporter les déchets appartiennent à des hommes, ce qui signifie que les femmes sont susceptibles de ne pas avoir accès à ces équipements et se heurter donc à des difficultés supplémentaires, qui sont généralement accentuées par les différences physiques entre les deux sexes (Ziraba, Haregu and Mberu, 2016<sup>[17]</sup>) (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>). Dans le secteur formel, les femmes réalisent de préférence des tâches comme le traitement ou le triage des matériaux alors que les hommes exercent des activités qui impliquent des opérations de levage, de chargement ou d'autres tâches lourdes (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>).

Dans les villes où les femmes exercent la majorité des activités de l'économie informelle, elles constituent également la majorité des ramasseurs de déchets, une activité très risquée qui peut entraîner des blessures ou des infections causées par le contact physique avec des produits chimiques jetés directement

dans les décharges. L'exposition aux déchets solides comporte également un risque à long terme, bien que les données disponibles ne soient pas suffisantes pour en mesurer les répercussions sur la santé (Ziraba, Haregu and Mberu, 2016<sup>[17]</sup>). Les éboulements majeurs survenus dans une décharge à Addis-Abeba (Éthiopie) en 2017 et à Maputo (Mozambique) en 2018 illustrent ces inégalités ; sur les centaines de victimes, les femmes représentaient respectivement plus de 65 % et 75 % (Moshenberg, 2018<sup>[18]</sup>).

Dans plusieurs pays en développement, des tentatives d'encadrement de l'activité des ramasseurs informels ont eu lieu, avec l'intervention de coopératives, d'associations et de micro-entreprises actives dans le secteur des déchets et du recyclage. Dans certains cas, des coopératives dirigées par des femmes ont permis aux femmes de s'impliquer davantage dans le ramassage des déchets grâce à un cadre sécurisant qui leur garantit à la fois un meilleur revenu et des services de garde d'enfants pour les mères qui travaillent (Dias and Fernandez, 2013<sup>[12]</sup>). Toutefois, les inégalités semblent persister et les femmes continuent de devoir faire face à différentes formes de discrimination sur leur lieu de travail, contrairement à leurs collègues masculins (Dias and Ogando, 2015<sup>[19]</sup>).

### **11.3.2. Des conditions de travail et de sécurité professionnelle inadaptées**

Le fonctionnement des entreprises multinationales (EMN) dans les pays en développement est particulièrement préoccupant parce que les normes en matière de travail, sanitaires et environnementales sont moins contraignantes ou appliquées moins efficacement. Les EMN peuvent délocaliser leurs opérations vers des pays aux réglementations plus souples ou moins strictes et où les normes de contrôle et de déclaration sont moins sévères que dans leur pays d'origine (Morimoto, 2005<sup>[20]</sup>). Certaines EMN sont responsables de dégradations environnementales flagrantes, notamment de la déforestation dans des pays de la région tropicale dans le but d'y développer l'exploitation minière ou d'étendre les terres consacrées au pâturage et à l'agriculture, des activités essentiellement destinées à l'exportation (Harvey, 1995<sup>[21]</sup>) (Sonter et al., 2017<sup>[22]</sup>) (Digdowiseiso and Sugiyanto, 2020<sup>[23]</sup>). La déforestation et la dégradation de la forêt a des conséquences négatives sur les communautés et les peuples qui dépendent des ressources naturelles de ce milieu. Dans de nombreux cas, ce sont les femmes qui voient leur volume de travail augmenter (ramassage du bois de chauffage, allongement de la distance qui sépare les terres agricoles du domicile, nécessité de changer de culture) (Mishra and Mishra, 2012<sup>[24]</sup>).

L'industrialisation rapide et les flux d'investissements dans certaines parties du monde en développement ont entraîné une féminisation du travail dans la production de biens axée sur l'exportation, ce qui s'accompagne d'une augmentation du nombre de femmes employées dans des secteurs spécifiques, et dans certains cas d'une tendance à adopter des pratiques moins protectrices (à reprendre dans le travail officiel les caractéristiques du travail informel des femmes) (Ghosh, 2004<sup>[25]</sup>) (Otope, 2015<sup>[26]</sup>). Dans les pays en développement, les femmes sont surreprésentées dans les emplois sur les chaînes de montage, qui ont tendance à être peu rémunérés, caractérisés par de mauvaises conditions de travail (avec des horaires longs et irréguliers et une exposition à des produits dangereux) et assortis d'une faible sécurité de l'emploi et d'une protection sociale limitée. La plupart de ces emplois sont localisés dans des zones franches industrielles d'exportation (Murayama and Yokota, 2009<sup>[27]</sup>) (Cirera and Lakshman, 2017<sup>[28]</sup>) dans lesquelles 70 à 90 % des travailleurs – près de 50 millions – sont des femmes (Wick, 2010<sup>[29]</sup>). Les secteurs où les femmes sont particulièrement présentes sont le textile, l'habillement, l'industrie alimentaire, l'horticulture, les produits pharmaceutiques, les appareils ménagers et la production de jouets.

Des rapports sur les conditions de travail dans les industries textiles et le secteur de l'habillement mettent notamment en avant la vulnérabilité des femmes. Au Viet Nam, 80 % des 700 000 employés du secteur de l'habillement sont des femmes. Elles totalisent un nombre d'heures de travail supérieur à celui des hommes, sont moins susceptibles de recevoir une formation ou des indemnités et ne gagnent que 85 % du salaire des hommes (Rees, 2014<sup>[30]</sup>). Même dans les entreprises qui fournissent certaines des enseignes les plus célèbres du monde, les conditions de travail ont donné lieu à des allégations de violation des droits de l'homme. Au Cambodge, en l'espace de trois jours, en novembre 2016, 360 travailleurs se

sont évanouis. Ils ont déclaré travailler par 37 °C, être surmenés et sous-alimentés (McVeigh, 2017<sup>[31]</sup>). Human Rights Watch a également révélé que des femmes se voyaient refuser le droit d'aller aux toilettes, de prendre des congés maladie et que certaines étaient victimes de violences sexuelles et physiques (Kashyap and Human Rights Watch (Organization), n.d.<sup>[32]</sup>). Dans certains cas, les femmes portent un double ou un triple fardeau en raison de leur race et de leur religion. Des rapports récents d'une coalition de groupes de défense des droits de l'homme ont attiré l'attention sur les liens de l'industrie textile internationale avec le travail forcé des Ouïgours en Chine (Xiuzhong Xu, 2020<sup>[33]</sup>). En Inde, l'exploitation des filles Dalit dans l'industrie de l'habillement a été largement signalée (INC and SOMO, 2014<sup>[34]</sup>).

Dans de nombreux pays, les femmes représentent la majorité des ouvriers des usines de confection. Par conséquent, elles sont plus exposées à l'utilisation de produits dangereux dans les industries du textile et de la chaussure (ILO, 2019<sup>[35]</sup>), de substances chimiques (pigments, teintures, colles et apprêts), dont certains peuvent avoir une incidence sur la santé des travailleurs du textile et les personnes qui portent le vêtement et peuvent également se retrouver dans l'environnement (Ahmed et al., n.d.<sup>[36]</sup>) (Mahmud, Rajath D. and Jahan, 2018<sup>[37]</sup>). Les données ont montré que la santé maternelle peut également être affectée par l'exposition à des facteurs de stress sur la santé au travail dans l'industrie textile (Wong et al., 2009<sup>[38]</sup>).

Sous la pression publique, les entreprises affichent de plus en plus l'aspect social et environnemental de leurs activités. Grâce à des initiatives telles que les Principes du Pacte mondial des Nations Unies, les normes de reporting sur le développement durable de la Global Reporting Initiative, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et le Guide OCDE du Devoir de Diligence pour une Conduite Responsable des Entreprises, les multinationales et les entreprises associées à travers les chaînes de valeur mondiales doivent de plus en plus rendre des comptes sur leur fonctionnement dans les pays en développement, y compris sur leur empreinte carbone, et plus largement sur leur impact environnemental, et sur les conditions de travail de leurs employés et le respect des droits de l'homme (OECD, 2018<sup>[39]</sup>). Toutes ces initiatives font spécifiquement référence à l'égalité entre les sexes et aux droits des femmes, à l'exception du Pacte mondial des Nations Unies qui se concentre sur les droits de l'homme en général.

Il reste des efforts à déployer pour mieux éveiller les consciences aux coûts non chiffrés que représente le fonctionnement des entreprises, en particulier des multinationales, en insistant particulièrement sur les éventuelles conséquences négatives sur les femmes, les groupes vulnérables et l'environnement. Il reste également encore beaucoup à faire pour améliorer la transparence et la responsabilité des entreprises vis-à-vis de l'impact environnemental, du respect des droits de l'homme et des conditions de travail tout au long des chaînes de valeur mondiales.

#### **11.4. Les modes de consommation et les attitudes vis-à-vis de l'environnement varient selon le sexe**

Il est important d'étudier les modes de consommation, à l'échelle de l'utilisateur final, parce que les consommateurs, par leurs actions et leurs habitudes d'achat, peuvent influencer la manière dont les produits sont développés, produits, utilisés et potentiellement réemployés. Les normes sociales influent fortement sur le comportement et les attitudes des consommateurs (Melnyk et al., 2019<sup>[40]</sup>), notamment pour promouvoir des comportements plus durables (Yamin et al., 2019<sup>[41]</sup>). Comme indiqué ci-dessous, les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes attitudes, perceptions et comportements, ce qui les conduit à adopter des modes de consommation différents. Les femmes et les hommes ont également des attitudes et des comportements différents en ce qui concerne l'environnement (Zelezny, Chua and Aldrich, 2000<sup>[42]</sup>), et leurs intérêts divergent quant à l'assainissement de l'environnement en fonction des différentes raisons qui motivent leur utilisation des ressources naturelles. Toutefois, les femmes affichent une volonté croissante de payer pour des services améliorés (Bulle, 1999<sup>[43]</sup>).

Il existe plusieurs domaines de consommation majeurs pour lesquels les disparités femmes-hommes jouent un rôle important et pour lesquels il est nécessaire d'adopter un point de vue sexospécifique pour

être en mesure d'influencer les comportements afin de tendre efficacement vers plus de durabilité. Par exemple, le partage traditionnel des tâches au sein du ménage influence les modes de consommation, si bien que les femmes sont souvent responsables de l'achat des produits utilisés à court terme (produits ménagers, alimentation, etc.) alors que les hommes ont tendance à décider de l'achat des biens plus durables (par exemple, la voiture) (Yaccato and Jaeger, 2003<sup>[44]</sup>) (Kelan, 2008<sup>[45]</sup>). Ce partage traditionnel des responsabilités professionnelles et domestiques persiste d'une certaine manière dans les ménages où les deux conjoints travaillent. D'après des estimations réalisées par des entreprises canadiennes, les femmes choisissent plus de 80 % des achats mais les hommes dépensent plus de 80 % du revenu du ménage, même si cet équilibre change à mesure que la situation économique et sociale des femmes évolue (Yaccato and Jaeger, 2003<sup>[44]</sup>). Cette tendance est confirmée par d'autres études (Kelan, 2008<sup>[45]</sup>).

Les femmes tendent à être des consommateurs plus durables et sont plus sensibles aux préoccupations écologiques, environnementales et sanitaires (OECD, 2008<sup>[46]</sup>) (Johnsson-Latham, 2007<sup>[47]</sup>) (Kaenzig, Heinzle and Wüstenhagen, 2013<sup>[48]</sup>) (Khan and Trivedi, 2015<sup>[49]</sup>) (Bulut, Kökalan Çimrin and Doğan, 2017<sup>[50]</sup>). Les femmes sont plus susceptibles de recycler, de limiter leurs déchets, d'acheter de la nourriture biologique et des produits porteurs d'un label écologique et de s'impliquer dans des actions pour économiser l'eau et l'énergie à l'échelle du foyer (Yaccato and Jaeger, 2003<sup>[44]</sup>). Elles accordent également plus d'importance aux transports économes en énergie et, de manière générale, sont plus susceptibles d'utiliser les transports en commun que les hommes. Les hommes sont également plus souvent ceux qui décident de faire un prêt pour le ménage et sont généralement ceux qui le contractent (Kirchler, Hoelzl and Kamleitner, 2008<sup>[51]</sup>). Ce phénomène s'explique par des niveaux de revenus inférieurs pour les femmes, une plus grande impatience des hommes lorsqu'il s'agit de faire un achat, et une plus grande aversion au risque de la part des femmes. Ces dernières ont également une meilleure cote de solvabilité que les hommes - 675 contre 670 - que cela soit conscient ou non (Rivera, 2016<sup>[52]</sup>).

Lorsqu'elles sont interrogées sur leurs préférences en matière de biens et de services, par exemple lorsqu'elles choisissent des produits électroniques, les femmes danoises préfèrent ceux dont la fin de vie a été pensée (si le produit peut être réutilisé, refabriqué ou recyclé). De plus, elles seraient prêtes à payer plus pour que le produit acheté soit plus respectueux de l'environnement. Les hommes sont également prêts à payer un supplément mais uniquement si le montant est très bas (Atlason, Giacalone and Parajuly, 2017<sup>[53]</sup>).

Les femmes danoises semblent également plus sensibles aux solutions de gestion des déchets plus durables. De façon variable selon la localisation et le niveau de revenu des individus, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'intégrer le tri des déchets recyclables et organiques dans leurs habitudes domestiques. Les hommes, quant à eux, ne semblent pas très impliqués dans le recyclage et se préoccupent moins des conséquences sur l'environnement du style de vie qu'ils ont choisi (Nainggolan et al., 2019<sup>[54]</sup>).

Les principaux travaux de l'OCDE dans ce domaine comprennent une enquête périodique réalisée auprès des ménages en 2008 et 2011 qui a montré que dans certains pays comme l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée, le Japon, la Suède et la Suisse, les enjeux environnementaux sont plus urgents pour les femmes que pour les hommes alors que, dans d'autres pays comme l'Espagne, la France, Israël et les Pays-Bas, les hommes ont plus tendance à être préoccupés par la question environnementale (OECD, 2014<sup>[55]</sup>). Il en ressort également des comportements différents en matière de consommation énergétique : les hommes sont plus susceptibles de faire des démarches particulières pour être fournis en électricité d'origine renouvelable, tandis que les femmes, selon le pays et la répartition des tâches à l'intérieur du ménage, sont plus susceptibles de se livrer à des activités d'économie d'énergie, comme éteindre les lumières, mesurer les dépenses énergétiques et opter pour une énergie renouvelable. Cette enquête a conclu que les répondants chargés du paiement des dépenses énergétiques au sein du ménage étaient plus susceptibles d'adopter des gestes qui économisent l'énergie. D'après l'étude réalisée par autoévaluation, les hommes semblent plus au fait des labels relatifs au rendement énergétique alors que les femmes ont une meilleure connaissance générale des écolabels.

Une autre étude présentée par les Nations Unies indique que dans les pays de l'OCDE, les femmes qui consomment se préoccupent légèrement plus de l'environnement ou ont une attitude plus « verte » que les hommes lorsqu'il s'agit du recyclage et de la conduite automobile (Tableau 11.1). Les femmes semblent notamment recycler davantage que les hommes en Autriche, en Corée, en Lettonie, au Mexique, au Royaume-Uni, en République tchèque et en Suède, même si ce comportement peut être lié à la répartition des tâches domestiques entre femmes et hommes. Dans tous les pays de l'étude, à l'exception du Japon, les femmes ont tendance à moins conduire que les hommes par souci de protection de l'environnement. D'après les données disponibles, la disposition des hommes et des femmes à payer plus cher ou à accepter des taxes par souci de protection de l'environnement est variable selon les pays. Par exemple, en Allemagne, en Corée, en Israël et au Royaume-Uni, les données indiquent que les hommes sont plus prêts que les femmes à payer plus cher. À l'inverse, au Danemark, en Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Norvège, ce sont les femmes qui sont prêtes à payer davantage. Concernant la hausse des taxes, en plus des pays cités ci-dessus, les hommes en Espagne, en France et en Turquie semblent plus disposés à payer, sans doute en raison de leurs revenus plus importants que ceux des femmes. Il n'y a qu'au Danemark et en Norvège que les femmes sont plus prêtes que les hommes à payer des taxes plus élevées pour protéger l'environnement. La Finlande est le seul pays dans lequel la différence est significative entre les femmes et les hommes ayant participé à une organisation pour la protection environnementale, avec 31 % des femmes et 21 % des hommes s'étant impliqué en 2010 (United Nations, 2015<sup>[56]</sup>).

**Tableau 11.1. Les femmes des pays de l'OCDE ont une attitude légèrement plus « verte » que les hommes lorsqu'il s'agit de recycler et de moins utiliser sa voiture**

OCDE	2 000		2 010	
	Hommes	Fminin	Hommes	Fminin
Pourcentage de personnes qui recyclent	59	62	72	76
Pourcentage de personnes qui utilisent moins leur voiture pour protéger l'environnement	15	15	22	26
Pourcentage de personnes qui ont donné de l'argent à une organisation pour la protection de l'environnement au cours des cinq dernières années	19	19	14	14
Pourcentage de personnes prêtes à payer des taxes supplémentaires pour protéger l'environnement	28	25	24	23
Pourcentage de personnes prêtes à payer un tarif plus cher pour protéger l'environnement	40	39	33	33

Remarque : analyse de données utilisées par les Nations Unies, 2015. Les femmes dans le monde, 2015 : des chiffres et des idées. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la statistique. N° de vente E.15.XVII.8, Annexe statistique. Pays de l'OCDE dont les données ont été utilisées aux fins de l'enquête : Allemagne, Autriche, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, République slovaque, Royaume-Uni, Slovénie, Suisse et Turquie.

Source : Groupe de recherche de l'ISSP (International Social Survey Programme), 2014. Environment I and II - ISSP 2010. GESIS Data Archive, Cologne. ZA5500. [www.issp.org/index.php](http://www.issp.org/index.php).

Des études menées dans des pays en développement ont également révélé des différences majeures entre les préférences de consommation des hommes et des femmes. Les femmes ont plus tendance à utiliser leurs revenus et leurs emprunts pour acheter des produits alimentaires et assumer les dépenses de santé et d'éducation de leur famille. En revanche, les hommes dépensent une plus grande part des revenus pour acheter des produits qui leur profitent personnellement, comme des friandises, de l'alcool ou des produits de luxe. Ces tendances expliquent le succès des projets de la microfinance, comme la Grameen Bank qui ne prête presque qu'aux femmes et bénéficie d'un taux de remboursement de 97 % (Esty, 2013<sup>[57]</sup>).



Des enquêtes réalisées en Afrique montrent également que dans diverses cultures, les femmes sont généralement chargées de la gestion des déchets domestiques, entre autres tâches non rémunérées, même lorsque cette activité s'étend au-delà du cadre familial pour devenir une activité de nettoyage à l'échelle de la communauté. Les hommes, en revanche, tendent généralement à ne traiter les déchets que dans le cadre de leurs activités rémunérées (Scheinber, Muller and Tasheva, 1999<sup>[58]</sup>) (Poswa, 2004<sup>[59]</sup>). Les femmes et les hommes traitent également les déchets solides différemment ; les femmes ayant acquis des connaissances et des compétences en matière de gestion des ressources naturelles, de tri et de recyclage des déchets solides (Woroniuk and Schalkwyk, 1998<sup>[60]</sup>) (Almasi et al., 2019<sup>[61]</sup>) (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>).

Les femmes ont ainsi un rôle majeur à jouer pour faire en sorte que les habitudes de consommation deviennent plus durables. À cet effet, l'action des pouvoirs publics et les nouvelles approches destinées à influencer les modes de consommation, comme les enseignements comportementaux, devraient tenir compte des disparités entre les femmes et les hommes. Par exemple, une étude réalisée en 2016 auprès de 2 000 Américains et Chinois a montré que les notions de masculinité reconnues par la société étaient aux antipodes de la plupart des techniques commerciales écologiques et a donc recommandé que ces stratégies de vente s'adressent davantage aux hommes afin de mettre un terme à cette tendance (Brough et al., 2016<sup>[62]</sup>).

En tant que consommatrices, les femmes ont un rôle central à jouer dans la transition vers une économie circulaire. Environ 50 % de la consommation des ménages dans le monde concerne des produits alimentaires, des boissons, des vêtements, des chaussures, ainsi que d'autres produits ménagers (World Bank, n.d.<sup>[63]</sup>). Près de 50 % des déchets en plastique générés dans le monde proviennent des plastiques d'emballages, le plastique à usage unique pour l'alimentation et les boissons étant le plus répandu (UNEP, 2018<sup>[64]</sup>). Les femmes sont considérées comme les personnes décisionnaires pour 70 à 80 % des achats du ménage. À ce titre, elles pourraient induire la transition vers des habitudes de consommation plus durables et devenir ainsi des moteurs clés vers l'adoption de comportements respectueux de l'environnement (Brennan, 2015<sup>[65]</sup>). Il peut s'avérer plus important que jamais de prendre en compte les modes de consommation des femmes à l'égard du plastique compte tenu des répercussions de la crise du COVID-19 sur la production de ce type de déchets. Des informations récentes mettent en évidence un ralentissement de la mise en œuvre des politiques de lutte contre le plastique à usage unique (Prata et al., 2020<sup>[66]</sup>) (Brock, 2020<sup>[67]</sup>).

Parallèlement, les femmes sont nettement plus nombreuses à utiliser des produits cosmétiques et des nettoyeurs ménagers potentiellement toxiques. Dans certains pays où l'utilisation de ces composés chimiques est autorisée, les femmes s'exposent à « des crèmes éclaircissantes qui contiennent du mercure, des produits de douche vaginale qui contiennent des phtalates et du talc », afin de se conformer à des critères de beauté et à la pression sociale (Heise et al., 2019<sup>[68]</sup>). L'industrie du blanchiment de la peau rapporte plusieurs milliards de dollars et le mercure qui se trouve parfois dans ces produits cosmétiques (maquillage pour les yeux, mascara, produits nettoyeurs) finit par être rejeté dans l'environnement par le biais de l'eau où il subit « une méthylation avant d'entrer dans la chaîne alimentaire sous forme de méthylmercure hautement toxique présent dans le poisson » (WHO, 2019<sup>[69]</sup>).

L'industrie de l'habillement féminin, d'une valeur d'environ 500 milliards EUR, représente le segment le plus important de l'industrie textile (Stotz and Kane, 2015<sup>[70]</sup>). L'industrie vestimentaire, dont les femmes représentent le premier groupe de consommateurs, utilise de nombreux produits chimiques (tels que du formaldéhyde, des colorants, des résidus de produits de nettoyage, ainsi que des adoucissants et des produits d'hygiène), parmi lesquels certains sont susceptibles d'avoir des effets sur la santé des travailleurs du textile (voir la section 11.3.2) ou sur celle de ceux qui portent ces vêtements, et risquent de se retrouver dans l'environnement lorsque ces produits sont fabriqués, portés et jetés. Lors de leur lavage, certains vêtements relâchent des microfibrilles de plastique qui représentent environ un demi-million de tonnes chaque année et contribuent à la pollution des océans, 16 fois plus que les microbilles de plastique contenues dans les cosmétiques (Ellen MacArthur Foundation, 2017<sup>[71]</sup>). Les microfibrilles plastiques ont

aussi des effets directs sur la santé humaine de l'exposition chronique, particulièrement visibles chez les travailleurs du secteur manufacturier (Buzzi and Börkey, n.d.<sup>[72]</sup>). Des inquiétudes au sujet de l'environnement et de la santé, comme sur le pouvoir cancérigène, le pouvoir mutagène et la sensibilisation cutanée liés à ces produits, apparaissent dans le secteur des cosmétiques et des produits nettoyants qui emploie également des millions de femmes et dont elles sont les principales consommatrices (Nijkamp et al., 2014<sup>[73]</sup>).

Les femmes sont également celles qui sont chargées de s'occuper des enfants, ce qui implique diverses tâches telles que le changement des couches. En assumant la double charge d'un travail rémunéré et de tâches non rémunérées, les femmes choisissent des solutions qui représentent un gain de temps, parmi lesquelles les couches jetables qui génèrent un volume de déchets important. D'après l'Agence pour l'environnement du Royaume-Uni, les couches représentaient entre 2 et 3 % de l'ensemble des déchets ménagers dans le pays en 2005 (Aumonier and Collins, 2005<sup>[74]</sup>). Les derniers calculs indiquent que les couches d'un seul enfant génèrent en l'espace de deux ans et demi des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique de l'ordre de 550 kg de dioxyde de carbone environ, et cela peut atteindre près de 700 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an pour le Royaume-Uni (Aumônier, Collins and Garrett, 2008<sup>[75]</sup>). D'après les estimations, en Australie, 3.75 millions de couches arrivent dans les décharges chaque année, et 4.2 millions de tonnes de couches sont jetées chaque année aux États-Unis (Sustainability Victoria, 2020<sup>[76]</sup>). Les lingettes posent également problème. Ces déchets qui s'accumulent au Royaume-Uni vont jusqu'à former des monticules qui modifient la forme des berges britanniques (Van der Zee, 2018<sup>[77]</sup>).

Les femmes utilisent également tout un éventail de produits jetables tels que les tampons ou les serviettes hygiéniques qui contiennent souvent du plastique. Au cours de sa vie, une femme peut utiliser entre 5 000 et 15 000 serviettes ou tampons. Il n'est pas facile de savoir exactement quel volume de déchets créent ces produits mais le nombre de tampons vendus chaque année se chiffre en dizaines de milliards et, en 2018, un tiers de ces ventes avait été réalisé aux États-Unis (Borunda, 2019<sup>[78]</sup>).

Ainsi, alors que les femmes sont généralement prêtes à s'engager pour la protection de l'environnement, il leur reste beaucoup à faire pour consommer de façon plus durable. Le problème vient d'une part du manque de prise de conscience et d'éducation sur la protection de l'environnement, et d'autre part de l'absence de produits de substitution en remplacement des produits de base qui seraient plus verts sans être trop cher, mais les normes culturelles et sociales imposent également aux femmes et aux hommes des modes de consommation non durables.

## 11.5. Les femmes et l'économie circulaire

Le Programme 2030 a fixé des cibles ambitieuses avec l'ODD 12, qui comprennent la réduction considérable de la production de déchets d'ici 2030 par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation, et la diminution de moitié à l'échelle mondiale du volume de déchets alimentaires par habitant, au niveau de la distribution comme de la consommation. Le concept de l'économie circulaire est indispensable pour instaurer une gestion durable des ressources et réduire les émissions de carbone, ce qui passe par des changements radicaux dans notre manière de produire et de consommer. Comme cela a été identifié dans le projet de l'OCDE RE-CIRCLE, le passage vers une économie circulaire, grâce à des modèles commerciaux qui permettent d'améliorer le rendement des ressources et mettent en avant le principe dit des 3R, réduire-recycler-réutiliser, devrait renforcer les perspectives de croissance, améliorer la compétitivité des entreprises familiales et créer de l'emploi dans les secteurs innovants. Lorsque l'économie circulaire s'accompagne de progrès dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du numérique, elle peut contribuer à améliorer la productivité des ressources et à générer des bénéfices non liés aux ressources et issus des facteurs externes. D'après les calculs pour l'Europe, ceci correspond à une hausse de 7 % du PIB d'ici 2030, soit une hausse de 11 % du revenu disponible des ménages, sans parler des retombées positives pour l'emploi (Ellen MacArthur Foundation, 2015<sup>[79]</sup>).

D'après un rapport de Carbon Trust, du britannique Knowledge Transfer Network et de l'Université de Coventry (Knowledge Transfer Network (KTN) et al., 2014<sup>[80]</sup>), le reconditionnement nécessite généralement 85 % d'énergie en moins que la fabrication et, à l'échelle mondiale, cela pourrait compenser plus de 800 000 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par an. L'économie circulaire peut également dynamiser la croissance et augmenter les chances de trouver un emploi. Le Forum économique mondial et la fondation Ellen MacArthur estiment qu'en se tournant vers la réutilisation, le reconditionnement et le recyclage des produits, plus d'un demi-million d'emplois pourrait être créé dans l'industrie du recyclage à travers l'Europe (Ellen MacArthur Foundation, 2013<sup>[81]</sup>).

Cependant, jusqu'à présent, les travaux sur l'économie circulaire portaient essentiellement sur l'aspect environnemental et commercial de la circularité et peu d'analyses ont été réalisées sur les implications sociales, notamment sur le rôle des femmes en tant que guides dans les transformations nécessaires à la mise en œuvre de l'économie circulaire, sur les compétences nécessaires et les retombées professionnelles pour les femmes. Comme le souligne Murray et al (2015), « les aspects fondamentaux de l'égalité sociale comme l'égalité entre les femmes et les hommes, raciale et financière, l'équité intergénérationnelle et au sein des générations et l'égalité des chances sociales sont (encore) souvent absents de l'idée de l'économie circulaire telle qu'elle existe aujourd'hui » (Murray, Skene and Haynes, 2017<sup>[82]</sup>).

Du côté de la production, l'économie circulaire a besoin d'examiner toutes les étapes de la chaîne pour réduire au minimum l'utilisation des ressources et leur empreinte écologique ; pour maintenir les ressources en circulation le plus longtemps possible ; et pour récupérer du mieux possible ces ressources une fois que le produit est arrivé en fin de vie grâce au recyclage. Les produits sont donc conçus de sorte à faciliter leur réemploi et leur recyclage. Une économie circulaire bien conçue doit également encourager des habitudes de consommation durables qui limitent la production de déchets en allongeant la durée de vie utile des produits et en développant l'économie du partage et les marchés de l'occasion. Sans une bonne compréhension du comportement des consommateurs, il est impossible de concevoir des modèles d'économie circulaire.

Le passage vers une économie plus circulaire peut favoriser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Compte tenu du rôle des femmes au sein des collectivités locales, de leur implication dans les tâches ménagères, y compris dans la gestion des déchets, et de leurs modes de consommation, elles devraient profiter largement d'une évolution vers l'économie circulaire et d'une meilleure gestion des déchets. Un tel changement permettrait non seulement de réduire la dégradation environnementale, la production de déchets et la pollution provoquées par la production et la consommation de matériaux, mais pourrait aussi soutenir les efforts fournis par les femmes dans le secteur de la gestion des déchets pour améliorer leurs revenus (grâce au recyclage et à la réutilisation) et rendre leur environnement plus sain (en limitant les risques liés aux produits toxiques et aux produits contaminés). Ainsi, l'économie circulaire pourrait induire des débouchés économiques pour les femmes, dynamiser l'emploi des femmes et l'entrepreneuriat vert. De plus, avec le développement de dispositifs de soutien financier permettant d'accompagner cet entrepreneuriat et ces créations d'emplois féminins, et avec l'amélioration des compétences que les emplois du secteur durable pourraient occasionner, une représentation équitable des femmes dans le secteur pourrait être d'autant plus encouragée. Il est donc essentiel d'intégrer la notion d'égalité femmes-hommes pour réussir à mettre en œuvre une stratégie en faveur de l'économie circulaire.

Impliquer les femmes dans l'économie circulaire - en les sensibilisant aux modes de consommation durables et en les encourageant à jouer un rôle pilote et de gestionnaire - est indispensable pour créer des systèmes efficaces fondés sur l'économie circulaire. Une transition vers une économie plus circulaire peut être envisagée de sorte à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Alors que les femmes sont plus souvent cantonnées aux emplois faiblement rémunérés, peu sûrs et où la mobilité sociale est limitée, la multiplication des emplois à visée écologique entraînée par le mouvement de l'économie circulaire offre aux femmes une occasion de prendre des responsabilités (BIT, 2015<sup>[83]</sup>).

### **11.5.1. Le rôle des femmes dans la promotion de la production durable**

Le développement de chaînes de valeur plus durables sur le plan économique et environnemental est intimement lié au fait d'atteindre une égalité entre les sexes. Les responsabilités sociales des femmes les mettent en bonne place pour gérer les ressources naturelles telles que les sols, l'eau et l'air et contribuer aux chaînes de valeur locales et mondiales. Dans les pays en développement, compte tenu du rôle que jouent les femmes dans la collecte de l'eau et du biocombustible et dans la culture de subsistance, elles possèdent un répertoire de connaissances et de compétences unique. Pourtant, les inégalités entre les sexes vis-à-vis de l'accès aux ressources, aux actifs et dans la prise de décision empêchent les femmes de participer à l'économie et de promouvoir le développement durable de façon efficace.

Avec le développement des chaînes de valeur mondiales, la production et l'approvisionnement se font à une échelle toujours plus vaste. Les femmes ont généralement moins la possibilité d'intervenir en ce qui concerne la production puisqu'elles ont moins d'actifs et accèdent moins facilement aux postes de direction, en particulier dans le secteur manufacturier et celui des ressources naturelles, comme l'exploitation minière et l'énergie. En 2013, seulement 10 % des employés de l'industrie extractive à grande échelle étaient des femmes. De plus, des études indiquent que dans les pays fortement dépendants de l'exploitation minière, de l'extraction du pétrole et du gaz, les femmes étaient nettement moins susceptibles d'occuper des postes de direction que les hommes (World Bank, 2015<sup>[83]</sup>).

La promotion de l'égalité femmes-hommes et de l'économie durable se renforcent mutuellement. Par exemple, en lissant les inégalités entre les femmes et les hommes dans le secteur de l'agriculture (en facilitant l'accès aux actifs et aux terres et en multipliant les débouchés), les femmes pourraient accroître leur productivité de 20 % à 30 %, ce qui conduirait à une augmentation du volume total de production dans les pays en développement de 2.5 % à 4 %, et réduirait ainsi le nombre d'individus en situation d'insécurité alimentaire dans le monde de 12 % à 17 % (FAO, 2016<sup>[84]</sup>). Un secteur agricole plus efficace permettrait également d'aider les femmes à se libérer du temps pour assumer d'autres responsabilités et d'alléger leur triple fardeau puisqu'elles s'occupent des enfants et des aînés en plus de leur emploi. En outre, l'intégration des femmes dans les chaînes de valeur locales permet un développement des banlieues de la région et limite ainsi le relogement en ville et la pression générée par la vie en milieu urbain.

### **11.5.2. Transformer l'industrie de la mode**

Les femmes pourraient jouer un rôle central dans l'économie circulaire en tant que consommatrices, en orientant les entreprises vers des méthodes de production fondées sur l'économie circulaire. De sérieux efforts ont récemment été consentis dans les secteurs qui ciblent les femmes comme l'industrie de la mode. La mode dite durable devient plus manifeste et concerne les vêtements, les chaussures et les accessoires produits, commercialisés et consommés de façon durable, à la fois d'un point de vue environnemental et socioéconomique. Outre le choix des matières, les entreprises prennent des initiatives capables de leur permettre de réduire le volume de matériaux utilisés, de s'engager en faveur du marché du vêtement d'occasion, d'organiser leur propre système de recyclage ou de fabriquer des vêtements à partir de textiles certifiés. De nombreuses nouvelles marques de vêtements ou d'anciennes marques qui se sont repositionnées se consacrent maintenant davantage à une production plus respectueuse de l'environnement, au recyclage et à l'utilisation de matériaux plus durables et responsables. Des normes contre le verdissement de l'image sont en cours d'élaboration. L'UE a récemment adopté un règlement relatif aux activités financières [Règlement (UE) 2020/852] et l'OCDE a formulé des définitions et des taxonomies au sujet de la finance durable (OECD, 2020<sup>[85]</sup>). Il serait intéressant d'étudier comment étendre une telle approche aux autres activités économiques qui ne sont pas encore couvertes par ces règlements, comme la fabrication des vêtements.

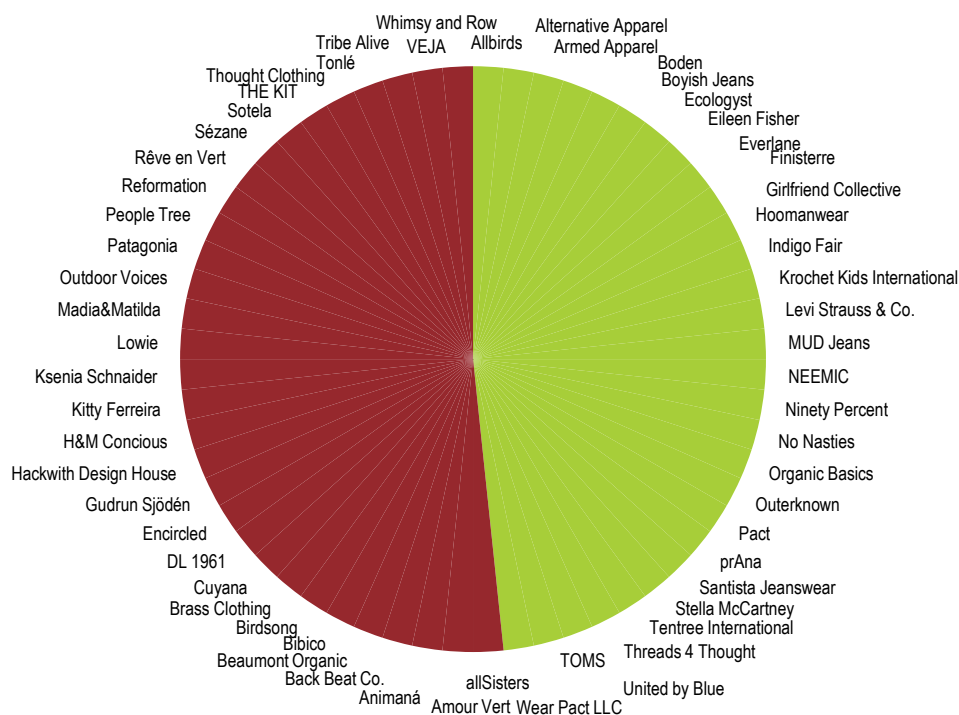
La crise actuelle du COVID-19 devrait faire évoluer les habitudes de consommation en matière de vêtements. Tout d'abord, les nouvelles habitudes et les nouveaux besoins du quotidien, liés aux restrictions de déplacements, devraient engendrer une baisse des revenus de 27-30 % en 2020, par

rapport à 2019 (McKinsey, 2020<sup>[86]</sup>). Le rapport McKinsey de 2020 prévoit également un changement quant aux vêtements choisis par les consommateurs, plus attirés par des produits plus respectueux de l'environnement. Rien qu'aux États-Unis et en Europe, 15 % des consommateurs devraient se tourner vers des vêtements plus durables. Les entreprises de la mode devraient elles aussi faire évoluer leurs modèles commerciaux et se diriger vers des créations plus durables (des vêtements à usages multiples, qui pourraient être adaptés aux saisons et aux besoins) (McKinsey, 2020<sup>[86]</sup>).

De plus, l'économie circulaire suscite une attention croissante puisque 71 % des consommateurs expriment un intérêt accru pour les modèles économiques circulaires, comme la location, la revente et la rénovation, et nombre d'entre eux expriment le souhait d'acheter des vêtements de meilleure qualité depuis la pandémie (GFA and McKinsey, 2020<sup>[87]</sup>). De plus, de nombreuses économies pourraient être réalisées grâce aux modèles économiques circulaires compte tenu du fait que 500 milliards USD sont perdus chaque année à cause de la sous-utilisation des vêtements et du manque de recyclage (Ellen MacArthur Foundation, 2017<sup>[71]</sup>).

Concernant le secteur de l'habillement, les femmes semblent occuper davantage de postes de cadres supérieurs dans les entreprises de la mode qui se définissent comme étant durables et éthiques. Dans 60 entreprises durables actives au niveau international, 52 % des PDG sont des femmes (Graphique 11.1). Selon un rapport de 2019, seulement 12.5 % des entreprises du classement Fortune 1000 du secteur de l'habillement sont dirigées par des femmes, même si les femmes occupent une part plus importante des postes de cadres intermédiaires (PwC, 2019<sup>[88]</sup>).

**Graphique 11.1. Cinquante-deux pour cent des PDG des marques durables actuelles sont des femmes**



Note : les entreprises dont les PDG sont des hommes sont en vert. Les entreprises dont les PDG sont des femmes sont en rouge. Pour Patagonia, la femme qui occupait le poste de directrice générale depuis dix ans a récemment démissionné et n'a pas encore été remplacée. La taille des portions attribuées aux entreprises ne reflète ni leur taille ni leurs parts de marché.

Source : recherches des auteurs (données consultées le 10/11/2020).

### 11.5.3. Transformer l'utilisation et le recyclage des matériaux et la gestion des déchets

Des femmes ont misé sur leur expérience unique pour développer et promouvoir des produits en faveur de l'écologie et durables qui permettent de limiter les déchets. Des femmes ont notamment proposé des produits réutilisables pour remplacer les serviettes hygiéniques, les tampons et les couches à usage unique et jetables. Des solutions innovantes, comme les sous-vêtements Thinx ou les produits Mooncups (des coupes menstruelles en silicone réutilisables), ont été créées par des femmes. La coupe Mooncup est utilisée dans plus de 50 pays et aurait évité l'utilisation de 2.4 milliards de tampons qui se seraient retrouvés dans les flux de déchets (Stewart, n.d.<sup>[89]</sup>).

En ces temps modernes, les femmes ont renoncé à utiliser les couches lavables en raison de la corvée salissante et fastidieuse que représentent leur nettoyage et leur désinfection. Toutefois, des femmes du monde entier entrent désormais sur le marché des couches en créant leur propre entreprise et proposent des produits qui permettent de faire des économies à long terme, qui sont plus faciles à entretenir et qui limitent de façon générale le volume des déchets à traiter (comme Bumpadum, Cotton Babies, Superbottoms, Esembly, Magabi, etc.).

Dans les pays en développement, la gestion des déchets représente une source de revenus conséquente, en particulier pour les groupes de femmes les plus défavorisés. Adopter une gestion plus durable des déchets peut générer des débouchés économiques pour les femmes dans le secteur du recyclage et de la gestion des déchets et, dans le même temps, un meilleur encadrement des ramasseurs informels pourrait permettre de lutter contre les dangers liés au ramassage des déchets et au recyclage manuel des produits. Afin de tirer le meilleur parti de ces perspectives, il est nécessaire de tenir compte des différences entre les sexes dans l'élaboration des stratégies et des mesures en faveur de l'économie circulaire au niveau national et local et dans la conception d'initiatives pertinentes au niveau professionnel (OECD, 2019<sup>[90]</sup>).

Par exemple, des initiatives impliquant les femmes ont conduit à une amélioration des conditions d'hygiène et à une consommation plus durable à Harare, au Zimbabwe (Davies and Kudzai, 2016<sup>[91]</sup>). Grâce à l'implication des femmes dans la gestion des déchets solides, les comportements en faveur de l'assainissement se sont améliorés dans toute la communauté, et les revenus des ménages ont bénéficié de retombées positives puisque la gestion des déchets génère des gains. Une initiative similaire a eu lieu à Bangalore, en Inde (Huysman, 1994<sup>[92]</sup>). En Indonésie, le gouvernement a lancé en 2008 une banque de déchets, un projet qui a créé de l'emploi pour les femmes et augmenté leur revenu (OECD, 2019<sup>[90]</sup>) (Encadré 11.1).

#### Encadré 11.1. Les opérations de gestion des déchets gérées par des femmes en Indonésie

##### Les associations de banques de déchets en Indonésie

La création des Associations de banques de déchets est une initiative d'entrepreneuriat social en lien avec l'économie circulaire et la gestion des déchets en Indonésie. Les banques de déchets transforment les déchets et produisent ainsi des matières premières recyclées et des produits de consommation finale. À travers la réduction, le tri, l'utilisation, le recyclage et la valorisation des déchets, ces associations administrées par des femmes combinent savoir traditionnel et nouvelle technologie. Sur plus de 8 000 banques de déchets actuellement en fonctionnement en Indonésie, 80 % sont dirigées par des femmes. Ces initiatives apportent aux femmes de la communauté ciblée une autonomie économique et une instruction, en particulier à celles qui étaient déjà impliquées dans des activités de ramassage informel. Cette initiative a permis aux femmes de passer du statut d'utilisatrices à celui de propriétaires d'entreprises, et a apporté des améliorations économiques aux communautés locales. Transformation des déchets en énergie (carburant, biodiesel, bioéthanol), en aliments pour le

bétail et en engrais. Avec l'aval des communautés locales et des autorités, cette approche a été systématisée dans l'ensemble du pays, ce qui a permis de transposer à grande échelle un petit geste à fort impact.

### **Les Mamas de la montagne**

L'initiative « Bye Bye Plastic Bag » a été lancée en Indonésie par deux sœurs, Melati et Isabel Wijsen, dans un premier temps dans le but d'inspirer aux jeunes le désir de porter un coup d'arrêt aux déchets plastiques dans les océans et les rivières. Ce projet a été suivi par d'autres, comme les Mamas de la montagne. Ce projet a été initié en 2017 dans le but de permettre aux femmes qui vivent sur les pentes du mont Batukaru de se prendre en charge. Les femmes ont reçu des machines à coudre et des formations et produisent désormais d'elles-mêmes des sacs à partir de matériaux recyclés, au rythme qu'elles souhaitent et selon les capacités de chacune. Toute la communauté profite de cette activité car la moitié des gains réalisés grâce à la vente des sacs est reversée au village pour : (i) financer l'installation d'un système local de gestion des déchets ; (ii) investir dans les écoles locales (cours d'anglais, achats d'ordinateurs, etc.) ; et (iii) être distribuée à chaque famille sous forme de forfaits pour des soins de santé.

Note : informations présentées pendant le Forum mondial sur l'environnement de l'OCDE « Intégrer la problématique femmes-hommes et l'autonomisation des femmes à des fins de durabilité environnementale », organisé à Paris, du 5 au 6 mars 2020.

Un autre exemple est une entreprise de l'Uttar Pradesh, en Inde, qui emploie plus de 150 femmes d'un statut socioéconomique très bas pour récupérer quotidiennement les fleurs de plus de 30 temples et mosquées. L'entreprise les débarrasse de tous les principaux insecticides et pesticides et les utilise pour faire de l'encens et du savon. Sans cela, les fleurs auraient fini dans le Gange et pollué l'eau du fleuve (Lewandowska, 2019<sup>[93]</sup>).

Malgré ces exemples encourageants, les femmes sont rarement propriétaires ou à la direction des grandes entreprises de recyclage et des exploitations de sites de décharge où les bénéfices marginaux sont les plus élevés (Krishnan et al., 2019<sup>[13]</sup>). De plus, la modernisation de la gestion des déchets demande généralement un apport important de capitaux et de hautes compétences techniques, offrant ainsi des perspectives d'emploi plus limitées pour les travailleurs peu qualifiés (Durgekar, 2016<sup>[94]</sup>), qui sont majoritairement des femmes.

Les initiatives destinées à moderniser la gestion des déchets devraient porter une attention toute particulière aux femmes et aux populations vulnérables (Groh, 2017<sup>[95]</sup>). Garantir que les femmes pourront bénéficier elles aussi des projets en faveur du développement des compétences ou de l'innovation dans ce secteur permettrait de s'assurer qu'elles ne seront pas marginalisées ou exclues lors des prochaines étapes. Les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer pour faire valoir le droit du travail et l'autonomisation des femmes, notamment avec l'organisation de consultations des parties prenantes et de campagnes de sensibilisation (Samson, 2010<sup>[96]</sup>).

#### **11.5.4. Intégrer la problématique des disparités femmes-hommes dans les stratégies en faveur de l'économie circulaire**

La cible 12.1 de l'ODD appelle à la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables. D'après la Division de la statistique de l'ONU, 71 pays à travers le monde et l'Union européenne, ont adopté des plans d'action dans ce sens ou inscrit la question des modes de production et de consommation durables parmi les priorités de leurs politiques nationales (Graphique 11.2). Toutefois, peu de pays intègrent réellement la problématique des disparités femmes-hommes dans leurs stratégies et mesures en faveur de la consommation et de la production durable. Par

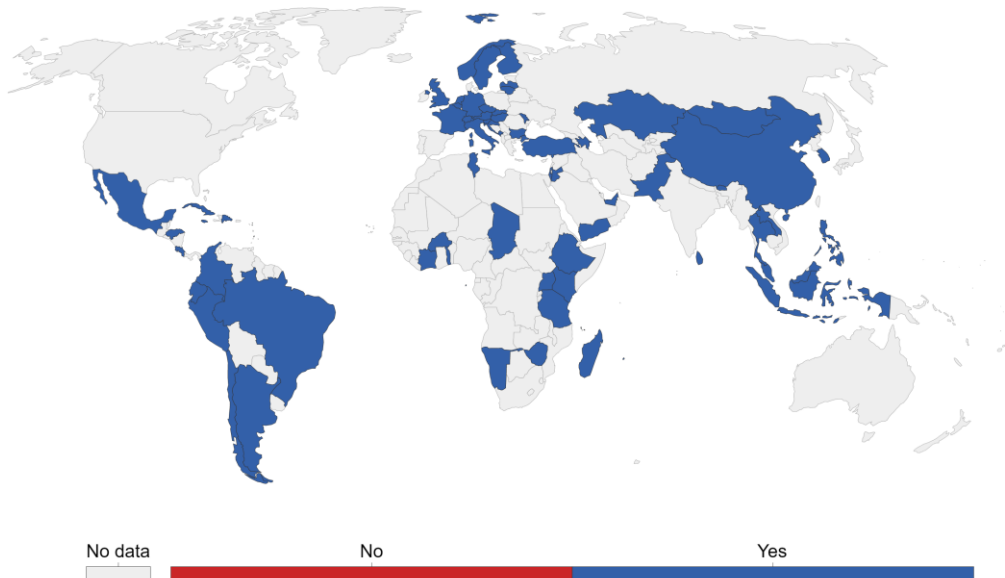
exemple, le plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire ne présente aucune action différenciée selon les sexes et, dans d'autres plans d'action, il est rarement fait référence aux effets sexospécifiques de la production et de la consommation durable ou aux conditions spécifiques nécessaires pour donner aux femmes la capacité d'agir en consommatrices plus responsables (EC, 2020<sup>[98]</sup>).

### Graphique 11.2. Pays ayant adopté un plan d'action national relatif aux modes de consommation et de production durables en 2017

Does country have sustainable consumption and production (SCP) national action plan?, 2017



Countries with or without a sustainable consumption and production (SCP) national action plan or SCP mainstreamed as a priority or target into national policies.



Source: UN Statistics Division (2019)

CC BY

Note : données de 2017, publiées par la Division de la statistique de l'ONU. Dernière mise à jour le 14 février 2018. Les données font référence à l'indicateur de l'ODD 12.1.1 « Nombre de pays ayant adopté des plans d'action nationaux relatifs aux modes de consommation et de production durables ou ayant inscrit cette question parmi les priorités ou objectifs de leurs politiques nationales.

Source : Division de statistique de l'ONU (2019), données présentées par (Richie et al., 2018<sup>[97]</sup>)

#### 11.5.5. Promouvoir le rôle des femmes dans l'économie circulaire dans les villes

Les régions et les villes, où la plupart des individus vivent et vivront à l'avenir (70 % de la population mondiale d'ici 2050), prennent des mesures en faveur d'une transition vers l'économie circulaire. Des villes comme Londres, Paris, Amsterdam ou d'autres plus petites comme Valladolid, Grenade, Umea et Groningue, pour n'en citer que quelques-unes, élaborent et mettent en œuvre des stratégies pour l'économie circulaire (UNDESA, 2018<sup>[98]</sup>). Les projections montrent que les émissions de gaz à effet de serre devraient diminuer d'un demi-million de tonnes de CO<sub>2</sub> par an dans la ville d'Amsterdam (Circle Economy, 2018<sup>[99]</sup>); que les initiatives circulaires appliquées à l'environnement bâti, à l'alimentation, aux textiles, à l'électronique et au plastique à Londres sont estimées à 9.3 milliards USD par an d'ici à 2036 (LWARB, 2015<sup>[100]</sup>); et, on estime qu'en Ile-de-France, environ 50 000 emplois liés à l'économie circulaire seront créés (Mairie de Paris, 2019<sup>[101]</sup>) (OECD, 2020<sup>[102]</sup>).



Le Programme de l'OCDE pour l'économie circulaire dans les villes et les régions les aide à définir leur rôle de promoteur, d'accompagnateur et de catalyseur de l'économie circulaire (OECD, n.d.<sub>[103]</sub>). De fait, il est largement reconnu que la transition d'une économie linéaire vers une économie circulaire relève d'une responsabilité partagée entre les pouvoirs publics et un large éventail d'acteurs, parmi lesquels les femmes.

### **11.5.6. Comprendre les comportements pour pousser les femmes et les hommes vers une consommation durable**

Les politiques de communications, les incitations financières et les mesures comportementales sont autant d'outils qui permettent d'encourager les consommateurs à aller dans le sens des ODD. Comme cela a été souligné en 2018, en Afrique du Sud, lors de la Conférence conjointe de l'exécutif du Cap-occidental et de l'OCDE sur les éclairages comportementaux, les enseignements comportementaux pourraient être utilisés pour contribuer à l'obtention de meilleurs résultats dans des domaines stratégiques importants, comme l'éducation et les mesures destinées aux jeunes ; pour créer des communautés plus sûres ; pour faire des choix plus avisés en matière d'accès à l'eau, à l'énergie et aux transports ; et pour fournir de meilleurs soins de santé et présenter de meilleurs résultats dans ce domaine. Compte tenu du rôle des femmes dans les choix de consommation, de leur sensibilité face aux questions de respect de l'environnement, et des différentes attributions des femmes et des hommes au sein du ménage, les mesures éclairées par des enseignements comportementaux peuvent aider à favoriser des choix durables qui génèrent de meilleurs résultats pour tous (OECD, 2017<sub>[104]</sub>) (Western Cape Government and OECD, 2018<sub>[105]</sub>)

Les modes de consommation peuvent être fortement influencés au moyen de campagnes de communication publique et d'un étiquetage efficaces. S'appuyer sur des enseignements comportementaux pour adapter les messages aux différents groupes sociaux peut aider les consommateurs à faire des choix de consommation plus durables. L'engagement des entreprises, des médias et des citoyens peut largement contribuer à faire évoluer les habitudes de consommation non durables et favoriser la transition vers une économie durable.

## **11.6. L'égalité entre les sexes et la réforme des subventions aux combustibles fossiles**

Bien que les subventions aux énergies fossiles ne soient pas spécifiques au genre, des effets inégaux peuvent apparaître lorsque les mesures ne prennent pas en compte les barrières sociales que rencontrent les femmes pour accéder aux services (Elson and United Nations Development Fund for Women., 2006<sub>[106]</sub>).

Alors que de nombreuses subventions aux combustibles fossiles devaient avoir des effets redistributifs, les études indiquent qu'elles sont, de façon générale, régressives. En effet, des segments plus aisés de la population captent la majorité des subventions aux combustibles fossiles compte tenu de leur niveau de consommation plus élevé et de leur meilleur accès à l'énergie. C'est notamment le cas avec le gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Inde et le kérosène au Bangladesh et au Nigéria (Merrill et al., 2019<sub>[107]</sub>). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a montré du doigt l'effet régressif des subventions aux combustibles fossiles et estimé qu'en 2010, 20 % des plus pauvres ne recevaient que 5 % des aides pour le GPL, 9 % des subventions pour l'électricité, 10 % des aides financières pour le gaz naturel et 15 % de celles pour le kérosène (IEA, 2011<sub>[108]</sub>). Cet effet régressif a été constaté en particulier chez les femmes à faible revenu dont l'accès aux combustibles actuellement subventionnés est limité (comme le GPL en Inde) et nombre d'entre elles ignorent l'existence de ces aides (comme au Bangladesh et au Nigéria (Merrill et al., 2019<sub>[107]</sub>)).

Comme les décisions relatives au mode de cuisson ont tendance à être prises essentiellement par les femmes dans les pays de l'étude [ (Kusumawardhani et al., 2017<sub>[109]</sub>) (Merrill et al., 2019<sub>[107]</sub>) (Zinecker et al., 2020<sub>[110]</sub>)] la réforme des subventions aux combustibles fossiles utilisés pour cuisiner, comme le kérosène au Nigéria, ou le GPL en Inde, devrait cibler les femmes lors de la mise en œuvre de mesures compensatoires. Dans les ménages à faible revenu, le prix du combustible apparaît comme le premier facteur qui détermine le niveau de consommation. Ainsi, les subventions aux combustibles fossiles ont pour effet d'enfermer les ménages défavorisés dans une consommation [subventions pour le kérosène au Nigéria et au Bangladesh - (Merrill et al., 2019<sub>[107]</sub>)], là où les femmes pâtissent souvent des effets néfastes sur la santé et de la perte de temps causée par l'utilisation d'un combustible moins cher. Ce constat est d'autant plus important dans les zones rurales où les ménages ont accès à une « énergie gratuite ». Par exemple, 51 % des ménages de l'État d'Imo, au Nigéria, ont déclaré qu'ils utiliseraient plus de biomasse pour supporter la hausse des prix (Merrill et al., 2019<sub>[107]</sub>). Les aides aux combustibles fossiles devraient être supprimées pour que les prix des combustibles correspondent au coût social qu'ils occasionnent, un coût largement supporté par les femmes. Il n'en reste pas moins que les réformes uniquement ciblées sur les femmes et les combustibles utilisés pour la cuisson risquent d'accentuer encore les rôles que jouent déjà les femmes et les hommes au sein des ménages.

Dans le même temps, l'analyse de l'OCDE sur la réforme indonésienne des subventions aux combustibles fossiles et ses effets redistributifs a indiqué que les mécanismes de redistribution, comme les transferts compensatoires, étaient les plus évolutifs d'un point de vue social tout en respectant les objectifs environnementaux et économiques (Durand-Lasserre et al., 2015<sub>[111]</sub>). Les mécanismes tels que les aides alimentaires et professionnelles sont moins évolutifs. Adopter un point de vue sexospécifique lors de l'élaboration des mécanismes de redistribution, en s'intéressant en particulier aux familles monoparentales, ou en faisant fond sur des analyses plus détaillées des ménages, pourrait apporter un meilleur éclairage qui permettrait de s'assurer que ces dispositifs ne sont pas discriminatoires à l'égard des femmes et des filles au sein des ménages.

Les lacunes qui doivent être comblées dans ce domaine de recherches comprennent l'établissement d'un lien de cause à effet entre la réforme et les effets constatés et la mesure de l'ampleur de ces effets. Kitson et al. (2016) pallie ce manque en étudiant les publications et propose un début de réponse en émettant une hypothèse quant aux effets sexospécifiques de la réforme des subventions aux combustibles fossiles, selon laquelle la réforme conduirait à une hausse des prix des combustibles (Kitson et al., 2016<sub>[112]</sub>). D'autres recherches peuvent faire fond sur cette étude en levant cette hypothèse et en envisageant des scénarios autres que celui de la hausse des prix.

## 11.7. Actions clés pour aller de l'avant

Plusieurs actions doivent être mises en œuvre par les pouvoirs publics pour que la problématique femmes-hommes soit davantage prise en compte dans les efforts déployés au niveau global, national et local pour adopter des modes de production et de consommation plus durables :

- Recueillir des données ventilées par sexe sur les dégradations environnementales causées par des modes de production et de consommation non durables, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables et en tenant compte des intersectionnalités. Il est nécessaire de prendre mieux conscience de l'exposition des femmes aux dégradations environnementales dans certains secteurs, comme le textile et la gestion des déchets, où la main-d'œuvre féminine est surreprésentée.
- Mieux comprendre les comportements des consommateurs selon leur sexe, en tenant compte des leçons tirées des enseignements comportementaux et des pratiques durables traditionnelles, dont les savoirs sont souvent détenus par les femmes, et tirer parti des chaînes de valeur locales en faveur du respect de l'environnement. Il est notamment nécessaire de réaliser une étude actualisée

sur les différences d'habitudes de consommation des femmes et des hommes dans une optique de préservation de l'environnement, et sur ce qui les détermine. Ceci permettrait aux pouvoirs publics de concevoir des mesures en faveur d'une « transition juste » pour tous, et apporterait des éléments d'information permettant de comprendre comment rendre le nouveau paradigme économique opérationnel et durable.

- Veiller à ce que les stratégies et plans d'action relatifs à l'économie circulaire intègrent systématiquement la problématique femmes-hommes. Cibler, en fonction des femmes et des hommes, les rôles et les préférences comportementales en matière de consommation mais aussi la production des déchets et la prévention pourrait être une démarche essentielle de la transition vers une économie circulaire, non seulement pour réduire les déchets mais aussi pour lutter contre des inégalités liées au sexe en reconnaissant la valeur des emplois favorables à l'économie circulaire. L'exposition des femmes aux facteurs de stress sur la santé et de perturbation de l'environnement doit être prise en compte dans cet effort pour garantir leur santé et leur sécurité.
- Élaborer des stratégies pour le développement de compétences qui tiennent compte des disparités entre les sexes afin de multiplier les possibilités pour les femmes de faire carrière dans les secteurs de l'économie verte. Dotées des informations, des connaissances et des compétences nécessaires, les femmes peuvent jouer un rôle croissant dans la transition des pratiques industrielles vers des méthodes plus durables.
- Il est essentiel de mobiliser les entreprises, les médias et la société civile pour garantir une conduite plus responsable de la part des entreprises et qui tienne compte des questions d'égalité femmes-hommes et environnementales. Au-delà des campagnes d'information publiques et des mesures comportementales mises en œuvre par les pouvoirs publics, les entreprises et les médias devraient jouer un rôle actif dans la promotion de pratiques durables et équitables et encourager des comportements de consommation responsables. Ceci nécessite également d'adopter un point de vue qui tienne compte de l'articulation entre les disparités femmes-hommes et la durabilité lors du suivi et de la gestion des risques sociaux et environnementaux, notamment dans le cadre des initiatives internationales telles que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les travaux de l'OCDE pour un comportement responsable des entreprises et le Pacte mondial de l'ONU. Les décideurs politiques devraient également tenir compte des disparités femmes-hommes lors de l'élaboration des réglementations environnementales, de la tarification du carbone et d'autres mesures relatives au climat qui favorisent l'adoption de modes de production et de consommation plus durables.
- Des recherches approfondies peuvent encore être menées sur l'effet de la réforme des subventions aux combustibles fossiles, d'un point de vue sexospécifique. Alors que des recherches ont été menées sur les différences de consommation des combustibles fossiles entre les sexes, les recherches sur l'incidence de la réforme de la politique énergétique sur l'égalité femmes-hommes restent limitées, et elles le sont encore davantage sur la réforme des subventions aux combustibles fossiles.
- La réforme des subventions doit être menée avec prudence, et des mesures compensatoires sont nécessaires pour protéger les femmes des populations défavorisées : une hausse du prix des combustibles subventionnés sans proposer de mesures de soutien pourrait fragiliser les femmes défavorisées, en particulier lorsqu'elles utilisent des combustibles subventionnés pour cuisiner. Les effets secondaires, comme sur le temps consacré aux études ou au temps libre, devraient également être pris en compte.
- Des campagnes d'éducation et d'information doivent accompagner la réforme des subventions aux combustibles fossiles afin de s'assurer que les femmes peuvent accéder à des combustibles propres. En effet, le niveau d'instruction des femmes serait un facteur important lors du passage d'un combustible à un autre (Nigeria - (Zinecker et al., 2020<sub>[110]</sub>)) (Guatemala, Inde, Indonésie, Kenya, Pakistan et Sri Lanka - (Kojima, 2011<sub>[113]</sub>)).

- Des subventions ciblées qui portent sur le raccordement peuvent donner aux femmes la responsabilité de l'achat d'un nouvel équipement de cuisine qui fonctionne au GPL et permettre de supporter les coûts initiaux de connexion (Merrill et al., 2019<sup>[107]</sup>).

## Références

- Ahmed, S. et al. (n.d.), *Health and Safety in the Textile Dyeing Industry*, [36]  
<http://www.sei.se/water/beel.Tel:+4684121400Fax:+4687230348Web:www.sei.se>.
- Almasi, A. et al. (2019), “Assessing the knowledge, attitude and practice of the kermanshahi women towards reducing, recycling and reusing of municipal solid waste”, *Resources, Conservation and Recycling*, Vol. 141, <http://dx.doi.org/10.1016/j.resconrec.2018.10.017>. [61]
- Atlason, R., D. Giacalone and K. Parajuly (2017), “Product design in the circular economy: Users’ perception of end-of-life scenarios for electrical and electronic appliances”, *Journal of Cleaner Production*, Vol. 168, pp. 1059-1069, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.09.082>. [53]
- Aumonier, S. and M. Collins (2005), *Life cycle assessment of disposable and reusable nappies in the UK*, Environment Agency UK. [74]
- Aumônier, S., M. Collins and P. Garrett (2008), *An updated lifecycle assessment study for disposable and reusable nappies*, Environment Agency. [75]
- Borunda, A. (2019), *How tampons and pads became so unsustainable*, [78]  
<https://www.nationalgeographic.com/environment/2019/09/how-tampons-pads-became-unsustainable-story-of-plastic/> (accessed on 10 November 2020).
- Brennan, B. (2015), *Top 10 Things Everyone Should Know About Women Consumers*, [65]  
<https://www.forbes.com/sites/bridgetbrennan/2015/01/21/top-10-things-everyone-should-know-about-women-consumers/?sh=68c02f806a8b> (accessed on 9 November 2020).
- Brock, J. (2020), “The Plastic Pandemic: COVID-19 trashed the recycling dream”, *Reuters Special Report*, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/health-coronavirus-plastic-recycling/> (accessed on 10 December 2020). [67]
- Brough, A. et al. (2016), “Is Eco-Friendly Unmanly? The Green-Feminine Stereotype and Its Effect on Sustainable Consumption”, *Journal of Consumer Research*, Vol. 43/4, pp. 567-582, <https://doi.org/10.1093/jcr/ucw044>. [62]
- Bulle, S. (1999), *Issues and Results of Community Participation in Urban Environment. Comparative analysis of nine projects on waste management A*, Urban Waste Expertise Programme. [43]
- Bulut, Z., F. Kökalan Çimrin and O. Doğan (2017), “Gender, generation and sustainable consumption: Exploring the behaviour of consumers from Izmir, Turkey”, *International Journal of Consumer Studies*, Vol. 41/6, pp. 597-604, <http://dx.doi.org/10.1111/ijcs.12371>. [50]
- Buzzi, E. and P. Börkey (n.d.), “Mitigating microplastics in marine and freshwaters. A sectoral focus on textiles and tyres (forthcoming)”, OECD Working Paper. [72]
- Circle Economy (2018), *Circular Amsterdam - A vision and action agenda for the city and metropolitan area*. [99]
- Cirera, X. and R. Lakshman (2017), “The impact of export processing zones on employment, wages and labour conditions in developing countries: systematic review”, *Journal of Development Effectiveness*, Vol. 9/3, <http://dx.doi.org/10.1080/19439342.2017.1309448>. [28]

- Davies, N. and N. Kudzai (2016), *The Usefulness of Including Women in Household Solid Waste Management. A Case Study of Dzivaresekwa High Density Suburb; Harare.* [91]
- Dias, S. and L. Fernandez (2013), "Waste Pickers - A Gendered Perspective", in Cela, B., I. Dankelman and J. Stern (eds.), *Powerful Synergies. Gender Equality, Economic Development and Environmental Sustainability*, United Nations Development Programme. [12]
- Dias, S. and A. Ogando (2015), *Engendering Waste Pickers Cooperatives in Brazil*, [https://www.researchgate.net/publication/291334401\\_Cooperatives\\_and\\_the\\_World\\_of\\_Work\\_Engendering\\_Waste\\_Pickers\\_Cooperatives\\_in\\_Brazil\\_1](https://www.researchgate.net/publication/291334401_Cooperatives_and_the_World_of_Work_Engendering_Waste_Pickers_Cooperatives_in_Brazil_1) (accessed on 8 December 2020). [19]
- Digdowiseiso, K. and E. Sugiyanto (2020), "The Effects of Multinational Companies on Deforestation: The Building Block or Stumbling Block", *Journal of Environmental Management and Tourism*, Vol. XI, pp. 5-11. [23]
- Durand-Lasserve, O. et al. (2015), "Modelling of distributional impacts of energy subsidy reforms: an illustration with Indonesia", *OECD Environment Working Papers*, No. 86, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5js4k0scrqg5-en>. [111]
- Durgekar, V. (2016), "Towards Sustainable Waste Management Through Technological Innovations, Effective Policy, Supply Chain Integration & Participation", *Procedia Environmental Sciences*, Vol. 35, <http://dx.doi.org/10.1016/j.proenv.2016.07.061>. [94]
- Ellen MacArthur Foundation (2017), *A new textiles economy: Redesigning fashion's future*, <http://www.ellenmacarthurfoundation.org/publications> (accessed on 9 November 2020). [71]
- Ellen MacArthur Foundation (2015), *Growth Within: A Circular Economy Vision for a Competitive Europe*, Ellen MacArthur Foundation. [79]
- Ellen MacArthur Foundation (2013), *Towards the circular economy. The Economic and business rationale for an accelerated transition*, Ellen MacArthur Foundation. [81]
- Elson, D. and United Nations Development Fund for Women. (2006), *Budgeting for women's rights : monitoring government budgets for compliance with CEDAW*, United Nations Development Fund for Women. [106]
- Esty, K. (2013), *Twenty-Seven Dollars and a Dream: How Muhammad Yunus Changed the World and What It Cost Him*, Katharine Esty Company. [57]
- FAO (2016), *Developing gender-sensitive value chains: A guiding framework.*, Food and Agriculture Organization of the United Nations. [84]
- Finkelstein, M. et al. (2003), "Relation between income, air pollution and mortality: a cohort study", *Canadian Medical Association Journal*, Vol. 169/5, pp. 397-402. [5]
- GFA and McKinsey (2020), *Fashion on Climate - How the Fashion Industry can Urgently Act to Reduce its Greenhouse Gas Emissions*, Global Fashion Agenda and McKinsey & Company. [87]
- Ghosh, J. (2004), "Globalization, Export-oriented Employment for Women and Social Policy: A Case Study of India", in *Globalization, Export-oriented Employment and Social Policy*, Palgrave Macmillan UK, London, [http://dx.doi.org/10.1057/9780230524217\\_4](http://dx.doi.org/10.1057/9780230524217_4). [25]

- Groh, K. (2017), "Chemicals and waste in the circular economy", *Food Packaging Forum*, [95]  
<https://www.foodpackagingforum.org/news/chemicals-and-waste-in-circular-economy>  
 (accessed on 14 December 2020).
- Hajat, A., C. Hsia and M. O'Neill (2015), "Socioeconomic Disparities and Air Pollution Exposure: a Global Review", *Current Environmental Health Reports*, Vol. 2/4, [6]  
<http://dx.doi.org/10.1007/s40572-015-0069-5>.
- Harvey, M. (1995), "The MNCs' Role and Responsibility in Deforestation of Tropical Forests", [21]  
*Journal of Macromarketing*, Vol. 15/2, <http://dx.doi.org/10.1177/027614679501500208>.
- Heacock, M. et al. (2016), "E-Waste and Harm to Vulnerable Populations: A Growing Global Problem", *Environmental Health Perspectives*, Vol. 124/5, pp. 550-555, [15]  
<http://dx.doi.org/10.1289/ehp.1509699>.
- Heise, L. et al. (2019), *Gender inequality and restrictive gender norms: framing the challenges to health*, Lancet Publishing Group, [68]  
[http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)30652-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30652-X).
- Huysman, M. (1994), "Waste picking as a survival strategy for women in Indian cities", [92]  
*Environment and Urbanization*, Vol. 6/2, <http://dx.doi.org/10.1177/095624789400600209>.
- IEA (2011), *World Energy Outlook 2011*, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2011> [108]  
 (accessed on 1 December 2020).
- ILO (2019), "The future of work in textiles, clothing, leather and footwear", No. 326, International [35]  
 Labour Office, Sectoral Policies Department.
- INC and SOMO (2014), "Flawed Fabrics: The Abuse of Girls and Women Workers in the South [34]  
 Indian Textile Industry", <http://www.indianet.nl/FlawedFabrics.html>.
- Jiang, M., E. Kim and Y. Woo (2020), "The relationship between economic growth and air [9]  
 pollution—a regional comparison between China and South Korea", *International Journal of Environmental Research and Public Health*, Vol. 17/8,  
<http://dx.doi.org/10.3390/ijerph17082761>.
- Johnsson-Latham, G. (2007), *A study on gender equality as a prerequisite for sustainable [47]  
 development*, Report to the Environment Advisory Council, Stockholm,  
<http://www.sou.gov.se/mvb/>.
- Kaenzig, J., S. Heinzle and R. Wüstenhagen (2013), "Whatever the customer wants, the [48]  
 customer gets? Exploring the gap between consumer preferences and default electricity  
 products in Germany", *Energy Policy*, Vol. 53, <http://dx.doi.org/10.1016/j.enpol.2012.10.061>.
- Kashyap, A. and Human Rights Watch (Organization) (n.d.), "*Work faster or get out*": labor [32]  
 rights abuses in Cambodia's garment industry..
- Kelan, E. (2008), "Bound by stereotypes?", *Business Strategy Review*, Vol. 19/1, [45]  
<http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-8616.2008.00509.x>.
- Khan, N. and P. Trivedi (2015), *Gender Differences and Sustainable Consumption Behavior*, [49]  
<http://www.eajournals.org>.

- Kim, S. et al. (2020), "Birth outcomes associated with maternal exposure to metals from informal electronic waste recycling in Guiyu, China", *Environment International*, Vol. 137, p. 105580, <http://dx.doi.org/10.1016/j.envint.2020.105580>. [16]
- Kioumourtzoglou, M. et al. (2015), "PM2.5 and mortality in 207 US cities", *Epidemiology*, <http://dx.doi.org/10.1097/EDE.0000000000000422>. [7]
- Kirchler, E., E. Hoelzl and B. Kamleitner (2008), "Spending and credit use in the private household", *The Journal of Socio-Economics*, Vol. 37/2, <http://dx.doi.org/10.1016/j.socec.2006.12.038>. [51]
- Kitson, L. et al. (2016), *Gender and Fossil Fuel Subsidy Reform: Current status of research*, Global Subsidies Initiative-IISD, IRADe, S4C, BIDS, <http://www.iisd.org>. [112]
- Knowledge Transfer Network (KTN) et al. (2014), *Supporting Excellence in UK Remanufacturing Stakeholder dialogue on opportunities and challenges*. [80]
- Kojima, M. (2011), *The Role of Liquefied Petroleum Gas in Reducing Energy Poverty*, The World Bank, <http://www.worldbank.org/ogmc>. [113]
- Krishnan, S. et al. (2019), *The role of gender in waste management. Gender perspectives on waste in India, Indonesia, the Philippines and Vietnam*, Ocean Conservancy, <http://www.gacircular.com>. [13]
- Kusumawardhani, N. et al. (2017), *Gender and Fossil Fuel Subsidy Reform - An audit of data on energy subsidies, energy use and gender in Indonesia*, Global Subsidies Initiative-IISD, <http://www.iisd.org>. [109]
- Lewandowska, E. (2019), *The next big opportunity for gender equality?*, pp. 36-39, [https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-10/makingit\\_26\\_web.pdf](https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-10/makingit_26_web.pdf) (accessed on 10 November 2020). [93]
- Li, Z., D. Konisky and N. Ziogiannis (2019), "Racial, ethnic, and income disparities in air pollution: A study of excess emissions in Texas", *PLOS ONE*, Vol. 14/8, <http://dx.doi.org/10.1371/journal.pone.0220696>. [8]
- LWARB (2015), *London, the circular economy capital. Towards a circular economy - context and opportunities*, London Waste and Recycling Board, London, [https://www.lwarb.gov.uk/wp-content/uploads/2015/12/LWARB-circular-economy-report\\_web\\_09.12.15.pdf](https://www.lwarb.gov.uk/wp-content/uploads/2015/12/LWARB-circular-economy-report_web_09.12.15.pdf) (accessed on 10 November 2020). [100]
- Mahmud, M., V. Rajath D. and M. Jahan (2018), "Health Issues of Female Garment Workers: Evidence from Bangladesh", *Journal of Population and Social Studies*, Vol. 26/3, <http://dx.doi.org/10.25133/JPSSv26n3.013>. [37]
- Mairie de Paris (2019), *Deuxième feuille de route de l'économie circulaire*, <https://www.paris.fr/pages/economie-circulaire-2756> (accessed on 10 November 2020). [101]
- Marello, M. and A. Helwege (2018), "Solid Waste Management and Social Inclusion of Wastepickers: Opportunities and Challenges", *Latin American Perspectives*, Vol. 45/1, <http://dx.doi.org/10.1177/0094582X17726083>. [14]
- McKinsey (2020), *The State of Fashion 2020 - Coronavirus Update*. [86]



- McVeigh, K. (2017), "Cambodian female workers in Nike, Asics and Puma factories suffer mass faintings", *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/business/2017/jun/25/female-cambodian-garment-workers-mass-fainting> (accessed on 9 November 2020). [31]
- Melnyk, V. et al. (2019), "The Mechanisms of Social Norms' Influence on Consumer Decision Making", *Zeitschrift für Psychologie*, Vol. 227/1, <http://dx.doi.org/10.1027/2151-2604/a000352>. [40]
- Merrill, L. et al. (2019), *Gender and fossil fuel subsidy reform: Findings from and recommendations for Bangladesh, India and Nigeria*, ENERGIA. [107]
- Millar, J. (2003), "Gender, Poverty and Social Exclusion", *Social Policy and Society*, Vol. 2/3, <http://dx.doi.org/10.1017/S1474746403001246>. [10]
- Mishra, A. and D. Mishra (2012), "Deforestation and Women's Work Burden in the Eastern Himalayas, India: Insights from a Field Survey", *Gender, Technology and Development*, Vol. 16/3, <http://dx.doi.org/10.1177/0971852412459428>. [24]
- Morimoto, T. (2005), "Growing industrialization and our damaged planet. The extraterritorial application of developed countries' domestic environmental laws to transnational corporations abroad", *Utrecht Law Review*, Vol. 1/2, <http://dx.doi.org/10.18352/ulr.12>. [20]
- Moshenberg, D. (2018), *Women bear the brunt of Africa's urban disasters, such as the collapse of landfills*, <https://theconversation.com/women-bear-the-brunt-of-africas-urban-disasters-such-as-the-collapse-of-landfills-92854> (accessed on 10 November 2020). [18]
- Murayama, M. and N. Yokota (2009), *Revisiting Labour and Gender Issues in Export Processing Zones: Cases of South Korea, Bangladesh and India*, pp. 73-83, <https://www.jstor.org/stable/40279060> (accessed on 9 November 2020). [27]
- Murray, A., K. Skene and K. Haynes (2017), "The Circular Economy: An Interdisciplinary Exploration of the Concept and Application in a Global Context", *Journal of Business Ethics*, Vol. 140/3, <http://dx.doi.org/10.1007/s10551-015-2693-2>. [82]
- Nainggolan, D. et al. (2019), "Consumers in a Circular Economy: Economic Analysis of Household Waste Sorting Behaviour", *Ecological Economics*, Vol. 166, <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106402>. [54]
- Nijkamp, M. et al. (2014), *Hazardous substances in textile products*, National Institute for Public Health and the Environment, The Netherlands. [73]
- OECD (2020), *Developing Sustainable Finance Definitions and Taxonomies*, Green Finance and Investment, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/134a2dbe-en>. [85]
- OECD (2020), *The Circular Economy in Cities and Regions: Synthesis Report*, OECD Urban Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/10ac6ae4-en>. [102]
- OECD (2019), *Global Material Resources Outlook to 2060: Economic Drivers and Environmental Consequences*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264307452-en>. [1]
- OECD (2019), *OECD Green Growth Policy Review of Indonesia 2019*, OECD Environmental Performance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/1eee39bc-en>. [90]
- OECD (2018), *OECD Due Diligence Guidance for Responsible Business Conduct*. [39]

- OECD (2017), *Behavioural Insights and Public Policy: Lessons from Around the World*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264270480-en>. [104]
- OECD (2015), *Material Resources, Productivity and the Environment*, OECD Green Growth Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264190504-en>. [3]
- OECD (2014), *Greening Household Behaviour: Overview from the 2011 Survey - Revised edition*, OECD Studies on Environmental Policy and Household Behaviour, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264214651-en>. [55]
- OECD (2012), *OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264122246-en>. [2]
- OECD (2008), *Household Behaviour and the Environment. Reviewing the evidence*, <http://www.oecd.org>. [46]
- OECD (n.d.), "Municipal waste (indicator)". [4]
- OECD (n.d.), *The Circular Economy in Cities and Regions*, <https://www.oecd.org/regional/cities/circular-economy-cities.htm> (accessed on 10 November 2020). [103]
- Otobe, N. (2015), "Export-led development, employment and gender in the era of globalization", No. 197, International Labour Office, Geneva, [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/WCMS\\_099766/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/WCMS_099766/lang--en/index.htm). [26]
- Poswa, T. (2004), *The importance of gender in waste management planning: A challenge for solid waste managers*. [59]
- Prata, J. et al. (2020), "COVID-19 Pandemic Repercussions on the Use and Management of Plastics", *Environmental Science & Technology*, Vol. 54/13, <http://dx.doi.org/10.1021/acs.est.0c02178>. [66]
- PwC (2019), *Tracking female leadership in the apparel industry*, <https://www.pwc.com/us/en/industries/consumer-markets/assets/pwc-unraveling-the-fabric-ceiling.pdf> (accessed on 11 December 2020). [88]
- Rees, D. (2014), "Improving conditions for women workers has a domino effect", *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/sustainable-business/women-garment-workers-conditions> (accessed on 9 November 2020). [30]
- Richie et al. (2018), *Measuring progress towards the Sustainable Development Goals*, SDG-Tracker.org, website. [97]
- Rivera, K. (2016), *Men vs. Women: Who Wins the Credit Game?*, <https://www.experian.com/blogs/insights/2016/03/men-vs-women-credit-trends/> (accessed on 9 November 2020). [52]
- Samson, M. (2010), *Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing. Reclaiming Reusable and Recyclable Materials in Africa*, WIEGO Urban Policies Research Report Series. [96]

- Scheinber, A., M. Muller and E. Tasheva (1999), *Gender and Waste. Integrating gender into community waste management: project management insights and tips from an e-mail conference, 9-13 May 1998*, Urban Waste Expertise Programme. [58]
- Sonter, L. et al. (2017), "Mining drives extensive deforestation in the Brazilian Amazon", *Nature Communications*, Vol. 8/1, <http://dx.doi.org/10.1038/s41467-017-00557-w>. [22]
- Stewart, L. (n.d.), *How is the Mooncup environmentally friendly?*, <https://www.mooncup.co.uk/blog/how-is-the-mooncup-environmentally-friendly/> (accessed on 11 December 2020). [89]
- Stotz, L. and G. Kane (2015), *Global Garment Industry Factsheet Facts on The Global Garment Industry*, [http://www.somo.nl/publications-en/Publication\\_4110](http://www.somo.nl/publications-en/Publication_4110). [70]
- Sustainability Victoria (2020), "Eco-friendlier alternatives to disposable nappies", *Victoria State Government*, <https://www.sustainability.vic.gov.au/nappies> (accessed on 14 December 2020). [76]
- UNDESA (2018), *World Urbanization Prospects. The 2018 Revision*. [98]
- UNEP (2018), *Single-use plastics, a roadmap for sustainability..* [64]
- United Nations (2015), *The World's Women 2015: Trends and Statistics*, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Statistics Division, <http://dx.doi.org/10.18356/9789210573719>. [56]
- Van der Zee, B. (2018), "Wet wipe pollution 'changing the shape of British riverbeds'", *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/environment/2018/may/02/wet-wipes-boom-is-changing-the-shape-of-british-riverbeds> (accessed on 10 November 2020). [77]
- Western Cape Government and OECD (2018), *Making a real difference: Nudging for policy change. Key messages & summary*. [105]
- WHO (2019), *Mercury in skin lightening products*, World Health Organization. [69]
- Wick, I. (2010), *The informal economy and export processing zones Women Working in the Shadows*. [29]
- Wong, E. et al. (2009), "Dust and chemical exposures, and miscarriage risk among women textile workers in Shanghai, China", *Occupational and Environmental Medicine*, Vol. 66/3, pp. 161-168, <http://dx.doi.org/10.1136/oem.2008.039065>. [38]
- World Bank (2015), *Women's Employment in the Extractive Industry*, <https://usilive.org/another-woman-minework->. [83]
- World Bank (2011), *Poverty and Social Exclusion in India*, The World Bank, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-8690-3>. [11]
- World Bank (n.d.), *Global Consumption Database*, <http://datatopics.worldbank.org/consumption/> (accessed on 9 November 2020). [63]
- Woroniuk, B. and J. Schalkwyk (1998), *Waste disposal & equality between women and men*, prepared for Sida, <http://www.sida.se>. [60]
- Xiuzhong Xu, V. (2020), "Uyghurs For Sale: Re-education, Forced Labour and Surveillance Beyond Xinjiang", *International Cyber Policy Center Policy Brief*, Report No. 26/2020. [33]

- Yaccato, J. and J. Jaeger (2003), *The 80% Minority: Reaching the Real World of Women Consumers*, Viking Canada. [44]
- Yamin et al. (2019), "Using Social Norms to Change Behavior and Increase Sustainability in the Real World: A Systematic Review of the Literature", *Sustainability*, Vol. 11/20, <http://dx.doi.org/10.3390/su11205847>. [41]
- Zelezny, L., P. Chua and C. Aldrich (2000), *Elaborating on Gender Differences in Environmentalism*. [42]
- Zinecker, A. et al. (2020), *Gender and Fossil Fuel Subsidy Reform in Nigeria: Findings and recommendations GSI REPORT*, Global Subsidies Initiative-IISD, BIDS, IRADe and Spaces for Change, <http://www.iisd.org/gsi>. [110]
- Ziraba, A., T. Haregu and B. Mberu (2016), "A review and framework for understanding the potential impact of poor solid waste management on health in developing countries", *Archives of Public Health*, Vol. 74/1, <http://dx.doi.org/10.1186/s13690-016-0166-4>. [17]



Extrait de :

## Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Les femmes et l'ODD 12 - Consommation et production responsables : établir des modes de consommation et de production durables », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d5ff3c95-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.